

M. Paul Deschanel
est bien aimable

L'ŒUVRE

14, Rue Drouot
Téléphone : GUT. 02-71, BERG. 40-41
Après minuit : GUT. 59-59

5 Centimes. — N° 120. — 13^e ANNÉE. — VENDREDI 14 JANVIER 1916.

Directeur :
GUSTAVE TÉRY

ABONNEMENTS
1 An 18 fr.
6 Mois 9 fr.
3 Mois 4 fr. 50
1 MOIS 1 fr. 50

Lettres du Front

Les deux Daviers

A. M. JUSTIN GODART

Monsieur le sous-secrétaire d'Etat,
Voulez-vous me permettre de vous soumettre respectueusement le cas de mon camarade Chapuzot. Mon camarade Chapuzot souffre, monsieur le ministre, d'une molaire située du côté gauche de la gencive inférieure. J'entends qu'il a tort : les règlements en vigueur dans le corps de santé ne prévoient point cette affection. Dès lors, Chapuzot est en conflit avec les règlements. Cela mérite une sanction et c'est sans doute pour cette raison qu'il souffre si cruellement.

Je sais, monsieur le sous-secrétaire d'Etat, que le règlement du service de santé n'a pas été sans deviner qu'un homme pourrait avoir mal aux dents. Il précise même pour ce cas un remède, un remède unique (il est vrai), mais cependant si parfait et si définitif qu'il dispense de tous les autres. Ce remède, c'est l'extraction. Point d'effet sans cause : si vous souffrez des dents, c'est donc que vous avez des dents. En supprimant l'organe de la souffrance, nous supprimons du même coup la souffrance.

Malheureusement, pour arracher les dents, il faut des instruments spéciaux, que l'on appelle d'habitude des davières ; et, comme toutes les dents ne sont point plantées de la même façon et que leurs racines ont des formes particulières, il en résulte qu'il faut beaucoup de davières différents.

Le service de santé auquel vous présidez avec tant de bonne grâce n'ignore pas cela, monsieur le ministre. Aussi n'a-t-il point prévu dans les troussees réglementaires moins de deux davières.

Un permet d'extraire les incisives supérieures.

Le second est pour les molaires supérieures droites.

J'entends que l'on demandera :

— Pourquoi ces davières-là et non d'autres ?

Mais, en vérité, il est trop facile de répondre :

— Pourquoi d'autres plutôt que ces deux-là ?

Car, de toute évidence, une trousse de campagne doit être d'un volume réduit.

Est-ce à dire, monsieur le ministre, que la situation soit, comme on dit, sans issue, qu'il faille accepter cette conséquence de la guerre (après tant d'autres plus graves) et que Chapuzot, en définitive, doive se résigner à souffrir ?

En conscience, je ne le pense pas.

La solution existe. Sans nul doute, elle est hardie ; cependant on vous dit très avancé et fort épris de nouveautés.

Voilà pourquoi je me permets de vous la soumettre sans plus de précautions. Elle consiste à adjoindre au service de santé un dentiste.

Je n'ignore certes pas le nombre d'objections que soulève une telle réforme. La multiplication des services spéciaux est, de l'avis de beaucoup de chefs autorisés, la plaie des armées modernes.

On a déjà arraché au service de garde de la tranchée des pionniers, des bombardiers, des agents de liaison, sans compter les secrétaires, les cuisiniers et les ordonnances.

On vous demanda, hier, des spécialistes pour fabriquer les obus ; on vous en demande aujourd'hui pour arracher les dents ; que ne vous demandera-t-on pas demain ?

J'entends tout cela, monsieur le ministre, et aussi que, sous l'ancien régime, le perruquier suffisait parfaitement, non seulement pour soigner les blessures et pour arracher les dents, mais même pour couper les cheveux.

Et, après tout, ces raisons ne me paraissent même pas suffisantes.

Que voulez-vous ? la division du travail est devenue la loi de toutes les industries modernes. Si amer que cela puisse sembler aux défenseurs des plus pures traditions de l'armée, peut-être ne serait-il pas mauvais que l'industrie militaire se plât, à son tour, à cette loi commune.

Et, j'y pense, peut-être est-ce précisément pour réaliser cette spécialisation que l'on a adjoint au ministre de la guerre tant de sous-secrétaires d'Etat divers.

Sans doute vous aurez beau jeu à me répondre que j'exagère et que, si l'on avait eu vraiment à ce point le culte des spécialistes, on n'aurait pas mis un avocat à la tête du service de santé.

Propos d'un grincheux

La presse et le pantin

Quand on parle d'une maladie du kaiser, on se trouve contraint de parler du kronprinz. Qu'est-il, le kronprinz ? Si l'on s'en rapportait au génie de nos caricaturistes, ce serait un garçon efflanqué, odieusement laid, pourvu d'oreilles d'âne, et affligé d'un nez prodigieusement long. Voilà pour le physique. Au moral, c'est une brute imbécile, préventive et débauchée.

Ne craignez-vous pas que cette opinion soit un peu sommaire ? Ne méprisons pas trop aisément nos ennemis. Ils ont manqué leur coup, c'est entendu. Mais tout le monde est d'accord pour reconnaître que ce coup était supérieurement préparé. La faute principale qu'ils aient commise, celle qui a entraîné toutes les autres, fut précisément de mépriser les Belges, de nous mépriser, et de mépriser l'Angleterre. Ne tombons pas nous-mêmes dans une erreur aussi redoutable. Le kaiser et son héritier m'inspirent une profonde horreur, et je souhaite leur mort de tout mon cœur. Je suis sûr de leur ignominie. Je ne crois pas à leur stupidité.

L'armée du kronprinz piétine en Argonne et n'est pas parvenue à nous enfoncer. C'est une preuve de notre valeur, et non de sa sottise. Comment nous glorifierions-nous de nos succès, si nous décriions d'abord que nous luttons contre un crétin ?

Je causais, hier, avec un officier qui a combattu en Argonne pendant la bataille de la Marne. Il a eu sous les yeux la collection des ordres lancés par le kronprinz en cette grave circonstance. Et ce n'est pas lui qui dira que c'étaient des propos de jeune ivrogne, ou d'égaré. Consignes sévères, plans bien établis, dangereuse prévoyance. J'entends bien qu'on dira que le kronprinz n'y était pour rien, et se contentait de signer les décisions de son chef d'état-major. Mais d'abord on n'en sait rien. Et puis un prince n'est pas si bête, qui obéit à plus expert que lui.

Je ne sais si le kaiser est vraiment très malade, puisque je cherche vainement une dépêche incontestable qui l'annonce. Mais s'il venait à mourir demain, méfions-nous de trouver sur le trône d'Allemagne un feldwebel rude, solide et clairvoyant, au lieu du pantin qu'on nous présente. Méfions-nous : c'est plus prudent.

Albert Savarus

Les Communiqués

15 heures.

Entre la Somme et l'Avre, au cours de la nuit, l'ennemi a tenté sur un de nos petits postes, un coup de main qui a complètement échoué.

En Champagne, deux attaques à la grenade menées contre nos positions, l'une au nord-est de la butte du Mesnil, l'autre vers Maisons-de-Champagne, ont été arrêtées net par nos tirs de barrage.

De nouveaux renseignements sur l'attaque avec émission de gaz tentée hier par les Allemands dans le secteur de Forges signalent qu'au cours de l'opération une saute de vent a rabattu la nappe gazeuse sur les tranchées ennemies. Notre bombardement des lignes adverses a été très violent.

23 heures.

En Artois, nous avons exécuté sur les positions de la route de Lille un bombardement violent qui a détruit en plusieurs points les tranchées et les abris de l'ennemi.

Entre Somme et Oise, une colonne allemande évaluée à un régiment a été prise sous notre feu au moment où elle entrait dans Roye.

Au nord de l'Aisne, notre artillerie a endommagé un observatoire, des abris de mitrailleuses, et réduit au silence une batterie ennemie de 105 sur le plateau de Vauclerc.

En Champagne, nous avons dispersé un convoi important dans la région de Grauteuil. En Argonne, nous avons fait sauter une mine à la Fille-Morte et deux à Vauquois.

ARMÉE D'ORIENT

Rien à signaler sur la frontière grecque. Les nécessités de notre plan de défense nous ont obligés à faire sauter les ponts du chemin de fer à Demir-Hissar et à Kilindir.

Cet argument aurait sa valeur, si nous ne nous souvenions que l'avocat est, par définition, le défenseur de la veuve et de l'orphelin.

Nous devons à vos services déjà pas mal de veuves et quelques orphelins.

Décidément, un avocat était désigné plus que personne.

Sergent Pangloss

Sur le front

L'Agonie du Monténégro

La guerre change de forme suivant le terrain et les moyens dont disposent les belligérants.

Un front couvert de retranchements peut être inexpugnable quand il est continu et suffisamment fourni d'hommes, de canons, de mitrailleuses et autres engins ; il faut en outre qu'il dispose de réserves humaines et matérielles considérables. Enfin ses flancs — la mer ou un pays neutre — doivent être inaccessibles.

Lorsque ces circonstances se produisent, le caractère que prennent les opérations est celui d'une guerre d'usure.



Si, au contraire, le front, quoique en terrain facilement défendable, est trop étendu pour l'efficacité de la défense ; si, par surcroît, il présente une forme convexe favorable à l'enveloppement ; si ceux qui le tiennent, sans trêve ni repos, depuis dix-sept mois, n'ont plus qu'une artillerie inférieure et manquent de vivres et de munitions, l'adversaire qui continuerait à vouloir user ceux-ci, au lieu de les forcer, commettrait une faute impardonnable.

Les Autrichiens ont donc foncé contre le Monténégro. Ce n'est point étonnant. Il est surprenant, au contraire, qu'ayant commencé il y a trois mois, leur succès se dessine seulement aujourd'hui.

C'est, en effet, à la fin de novembre 1915 que, après une longue accalmie, l'activité autrichienne s'est réveillée en Herzégovine et en Bosnie où les avant-postes monténégrins s'étaient établis pour couvrir la frontière occidentale de leur pays.

Depuis cette époque, la lutte fut incessante sur cette frontière, particulièrement dans la région de Gracko, que domine le mont Troglav et celle de Cattaro, que surplombe le Lovcen. Nulle part, jusqu'à ces derniers jours, les Monténégrins n'avaient faibli.

Plus au nord, un autre groupe d'Autrichiens, après s'être emparé de Foch, s'est avancé péniblement le long du Lim inférieur.

Sur ces entrefaites, l'armée serbe a été refoulée en Albanie, et les troupes du roi Nicolas, chargées, à sa gauche, de défendre la frontière septentrionale du royaume furent attaquées, à leur tour sur le Lim moyen.

Il fallut un mois à Kowess pour les rejeter sur la Tara (vingt kilomètres plus loin) qu'une de ses colonnes a atteinte hier, à Moikovat, après quinze jours de combats acharnés autour de Lepenatz.

La gauche autrichienne, esquivant pendant ce temps-là un mouvement tournant, par Rozdi et Ipek, vers Bérane et Plava, n'a pas encore dépassé ces deux derniers points.

Malheureusement, tandis que la colonne de Gracko continuait à se buter contre le Troglav, les canons du Lovcen, qui n'avaient plus d'obus, ont dû être mis hors de service par leurs artilleurs, et le sommet du mont a été abandonné.

On va bien essayer de se défendre encore sur les pentes orientales ; mais une colonne s'est glissée entre la montagne et la mer ; elle est entrée dans Mitshitz, d'où elle bombarde Antivari, à douze kilomètres.

Ainsi entouré d'ennemis, débouchant par l'ouest, le nord et l'est, de Plava, de Bérane, de Michovitz, de Foch, de Gracko, du Lovcen, de Mitshitz, le Monténégro ne semble plus susceptible de prolonger longtemps son agonie, devant l'Entente impuissante.

Général Verraux

Dans les Balkans

Politique d'autruche !

Après Agésilas, hélas ! Mais après Attila, hélas ! L'aneantissement des Serbes avait attristé le public, celui des Monténégrins le navre :

« Comment ! m'écrivit un capitaine fort en coere. La presse nous apprend que le mont Lovcen tenait sous son feu le magnifique abri des bouches de Cattaro, avec ses cinq vastes golfes, où la flotte autrichienne était embusquée depuis dix-huit mois ! Et c'est le jour où le mont Lovcen est pris, que vous nous le dites ! Pourquoi n'y a-t-on pas monté de l'artillerie, et anéanti cette flotte ? C'est à devenir fou. Expliquez-moi ! »

N'exagérons rien ! La prise du mont Lovcen est un événement peu agréable pour les Alliés. Mais ce n'est pas une déconvenue et cela n'a rien d'inexplicable.

Les canons du mont Lovcen — car il y en avait — n'ont jamais tenu sous leur feu l'endroit où s'abritait la flotte autrichienne. Celle-ci n'eût pas été si naïve que d'y rester. Le mont Lovcen n'est pas la clef des Bouches de Cattaro, mais bien la clef du Monténégro, ce qui, à la vérité, suffisait pour que nous le défendions !

Pourquoi nous ne l'avons pas fait ? Parce que les Italiens n'auraient laissé ce soin à personne. Ils n'y sont pas allés eux-mêmes ? Non. Mais ce n'est pas uniquement leur faute.

Les Italiens veulent l'Adriatique pour eux. Ils ne la veulent partager ni avec les Autrichiens, ni avec les Slaves. Pourtant, quand ils firent l'effort de rompre les chaînes qui les attachaient aux empires du Centre, logiques jusqu'au bout, ils offrirent aux Serbes une coopération militaire. La Skoupchtina accueillit alors sans enthousiasme la perspective de voir des uniformes italiens sur son sol.

C'était l'heure, pour la diplomatie anglo-franco-russe, de s'entremettre et de concilier ces intérêts rivaux. On a préféré laisser dormir les questions irritantes. Résultat : l'Italie est restée chez elle. Et la Serbie et le Monténégro ont succombé. La censure serait bien coupable qui prétendrait empêcher de dénoncer ces erreurs d'hier, alors qu'elles peuvent se renouveler demain, empêchant pareillement l'Italie d'aller à Salonique, parce que les Alliés ne trancheraient pas plus les rivalités italo-grecques qu'ils n'ont tranché les italo-serbes.

C'est une politique d'autruche. Ne la prolongeons pas ! Elle serait inexplicable. L'autruche, qui se cache la tête sous l'aile à l'heure du danger, s'évite certaines fatigues cérébrales. Mais vous savez ce qui arrive aux autruches. On les prend et on leur plume le derrière.

Avec la Serbie et le Monténégro, on nous a arraché deux plumes. Je ne crois pas que nous soyons d'un tempérament à nous en laisser arracher trois.

Holà ! les autruches diplomatiques, relevez la tête !

Maurice de Waleffe

CITATIONS

Nous publions le 8 janvier la citation suivante à l'ordre de l'armée qui a valu à son bénéficiaire la croix de guerre :

Maréchal L..., chasseurs : excellent sous-officier qui remplit avec beaucoup de zèle et d'autorité ses fonctions de portefanion du général de division.

Nous publions aujourd'hui le certificat suivant, pris au hasard, dont le bénéficiaire n'a obtenu ni citation ni croix de guerre :

Je soussigné, docteur W..., médecin-major de 1^{re} classe, de la mission française de Serbie, certifie que Mme Joséphine C..., née B..., a été employée en Serbie en qualité d'infirmière depuis le 1^{er} mai jusqu'à ce jour.

Elle a fait preuve du plus grand zèle dans les soins dévoués qu'elle a prodigués aussi bien aux malades atteints de typhus exanthématique qu'aux autres affections contagieuses, qu'aux blessés qu'elle a relevés elle-même sur la ligne du feu. Elle a, en outre, montré une grande énergie et un grand courage pendant toute notre retraite à travers la Serbie, le Monténégro et l'Albanie. Son concours nous a été des plus précieux.

Saint-Jean de Médou, le 27 décembre.

Signé : Docteur W...

Le silence ne supprime pas les événements

Propos en l'air

L'AVIATION au-dessus de tout

Il est à craindre que la discussion sur l'aéronautique militaire, à la Chambre, ne s'égare dans la politique, à travers les questions de personnes.

Restons sur le terrain où nous avons mené la campagne, au temps de la direction, comme sous le fonctionnement du sous-secrétariat, loin des combinaisons de groupes et de couleurs. Il y va de l'avenir de la cinquième armée, et non du jeu d'un demi-portefeuille, comme affectent de croire quelques interpellateurs...

M. Girod écrit ceci, dans un journal de province (c'est le *Matin* que je veux dire, — qui n'a pas publié l'article dans son édition de Paris ; c'est des départements que nous revient le morceau). Le *Journal* ayant dénoncé la crise, il était fatal que le *Matin*, au contraire, proclamât la maîtrise de l'air. Mais pourquoi les populations rurales ont-elles seules bénéficié de cette chronique ? Donc, M. Girod écrit ceci :

MM. les Boches apprennent ainsi, (par la presse), pour la plus grande joie de leur cœur, s'ils en avaient encore un, que nos usines sont en pagale, nos moteurs en capilotade, nos services en désordre, et qu'ils pourront tout à leur aise, quand le printemps sèmera ses fleurs, bombarder nos villes et nos villages, incendier nos tranchées, arrêter nos réglages, et promener joyeux, à travers le ciel de la France, la majesté hautaine de leur gloire impavide.

Les Allemands ont, hier, abattu quelques avions français. Point n'est besoin des feuilles imprimées pour les renseigner sur nos moteurs, nos hélices, nos mitrailleuses. Le député du Doubs agitait :

Je demande si un seul de nos collègues nous a jamais mis en possession d'un document sérieux sur la situation de l'aviation allemande.

Je fis valoir que la gisait toute base de discussion ; que notre effort, quel qu'il soit en lui-même, n'avait de valeur que par la comparaison avec l'aviation ennemie.

Je ne vois pas très bien comment quelque député serait en possession d'un tel document, ni à quoi servirait la comparaison. Même à notre avantage, elle ne signifierait pas que l'aéronautique militaire française soit au point où elle devrait, et où elle pourrait être. Ce n'est pas un programme que de suivre l'ennemi, de l'égaliser ; il s'agit de le dominer et de l'anéantir ; le commandant-aviateur Girod nous permettra d'avoir l'ambition moins courte que la sienne :

Ce que je sais, c'est que la cité d'art, de lumière et de vie qu'est Paris s'endort tranquille, chaque soir, sous la protection fidèle et vigilante des étoiles lumineuses de nos avions légers, égrenés au firmament.

Ce que je sais, c'est que l'armement de nos avions se perfectionne et se complète de jour en jour, et que si un moment nous avons pu être inquiétés par notre infériorité sur ce point, nous « étalons » certainement dans la prochaine bataille aérienne.

Ce que je sais, moi, c'est que personne n'en sait rien du tout.

Le 24 décembre 1914 M. le chef de bataillon Girod, chef de service aéronautique du C.R.P., n'affirmait-il pas :

A l'heure où j'écris ce compte-rendu, deux mois et demi se sont écoulés sans qu'un seul appareil allemand ait pu arriver jusqu'à Paris. La ville, presque déserte au commencement d'octobre, se sent couverte par les travaux de défense extérieure qui ont surgi soudainement dans la périphérie comme des remparts inexpugnables ; elle se sent d'autre part protégée au-dessus de ses palais, de ses rues, de ses monuments, de ses gares par les vols ininterrompus des avions de Paris, et il n'est pas un coin de la cité où la vie normale ne semble avoir repris son cours paisible.

La circulation des voitures est intense. Les transactions ont repris leur activité. La Bourse a rouvert ses portes. Par trois fois, le chef de l'Etat et les membres du gouvernement ont pu venir à Paris dans la sécurité la plus absolue et le Parlement a pu tenir ses assises malgré des dates depuis longtemps annoncées et rendues publiques, sans avoir à essuyer les humiliations des « tauben » audacieux.

Pendant, les zepelins et les taubes sont revenus. Aussi, les assurances de M. Girod, que « nous étalerons certainement à la prochaine bataille aérienne », ne me sont-elles pas caution suffisante.

Revenons au débat pratique, qui passionne l'opinion et dont la presse a dû prendre l'initiative.

La guerre aérienne a-t-elle été dirigée avec la foi, avec la science que souhait-

taient les croyants et les savants de la cinquième arme ?

Non, puisqu'elle est restée un service limité, et dispersé. Limité, dans les vides du commandement, et dans les moyens. Sur le premier point, pas plus ici qu'à la tribune, — où M. Girod appelle ses contradicteurs, — il ne serait possible d'insister. Toutefois, ne vient-on pas de s'apercevoir qu'une unité de direction aérienne serait utile, en établissant une conférence périodique d'aviation entre les Alliés.

Pour les moyens, la preuve est surabondante que, depuis la guerre, malgré toute la bonne volonté et les efforts possibles, grâce aux systèmes d'ingénierie et d'incompétence qui se sont succédés, notre fabrication a été déconcentrée, réduite, à un point qui peut laisser serein M. Girod, mais provoque les plus vives inquiétudes dans la nation et au Parlement.

Pour le personnel, la situation est moins sombre, grâce à nos pilotes. Les meilleurs sont tombés ? Il s'en révèle chaque jour d'admirables. Mais il ne suffit pas de les saluer de notre fervente admiration. Leur sort est magnifique, il n'est pas toujours digne d'envie. Depuis trois mois, j'ai fait suivre, à l'Œuvre, leurs réclamations, sur les grades, sur les soldes, sur les conditions ingrates de leur formidable travail.

Il faut rappeler que nos maîtres de l'air deviennent péniblement adjutants, et qu'ils touchent des indemnités de quarante sous, tandis que leurs chefs, même ne volant pas, reçoivent dix francs. Aux écoles qui dépendent du commandant Girod, les officiers-élèves reçoivent cinq francs par jour, pour quelques minutes d'entraînement ; le caporal instructeur ne sera payé que deux francs pour quatre ou cinq heures de vol ! Nous savons, par M. Girod lui-même, dans quelle détresse matérielle se trouvent nos héros de l'air, puisqu'il a dû organiser une représentation de charité à leur bénéfice. Le vice-président de la commission de l'armée n'avait donc pu obtenir de quoi habiller nos quelques centaines d'aviateurs. Il est vrai qu'ils ont l'orgueil de leur pauvreté et ne se plaignent pas officiellement. Mais on sait leur gêne, par les camarades plus fortunés, qui s'ingénient à leur aplanir les difficultés.

Ce que je sais et que vous ne pouvez ignorer, mon cher Girod c'est le surmenage des pilotes de l'avant, jamais relevés par ceux de l'arrière et des écoles. J'ai sous les yeux le carnet d'un jeune — apostillé par son chef — qui compte 800 heures de vol ; citations, médailles, mais toujours sergent ; 82 heures de vol en quinze jours, aux Dardanelles ; deux à trois vols par jour sur l'Asie ; coucher sous la caisse de l'appareil, sans l'indemnité coloniale et sans l'indemnité de tranchée, dévoué aux aviateurs de Paris. Et montant, dans quelles conditions, des appareils de fortune, toujours à l'air...

Mais ce que je sais — et le commandant Girod, inspecteur des écoles, le sait mieux que moi, — c'est le gaspillage des appareils, pourrissant faute de hangars ou anéantis par la tempête. Ce que je sais, c'est que l'armement de l'aviation est encore au gré de chacun ; l'appareil est livré nu à la R.S.A. et c'est au front qu'on l'équipe, sans armuriers ! Et dans les escadrilles, jamais ne se rencontrent les deux mécaniciens réglementaires prévus par l'armement. Ce que je sais, et dont sont écœurés les pilotes pilotant, c'est que l'aviation, avec ses annexes, constitue le domaine de l'embuscade par excellence... Ce que je sais et qu'oublie M. Girod, c'est que chasse, bombardement, photographie, tout est venu des pilotes pilotant — sous la résistance d'une organisation de non-pilotes ou de non-pilotes !

Or, M. Girod écrit, toujours dans le *Matin* des communes :

Si le mot « crise » signifie, au sens pathologique, agitation nerveuse, naturelle ou simulée — crise d'épilepsie ou évanouissement de jolie femme — il y a certainement une crise de l'aviation militaire.

Comme nous voilà loin du débat que nous espérons ! Tant pis, si M. le député-commandant-aviateur Girod aborde la tribune dans cet état d'esprit.

Crise de commandement, crise de matériel, voilà où il faut nous tenir — tout le reste est de la politique.

Jean Ajalbert

LE TRÉSOR SERBE

Marseille, 13 janvier. — Le Trésor serbe qui avait été transporté à Toulon vient d'être ramené à Marseille. Les 1.100 coffres contenant le Trésor, les archives et la comptabilité ont été réceptionnées par le gouverneur de la Banque nationale de Serbie, un représentant du Trésor serbe et le directeur de la Banque de France de la ville. Ils ont été mis en sûreté dans le local spécial offert au gouvernement serbe par la Banque de France.

POUR LES VICTIMES DE LA GUERRE

Le corps de rééducation physique, qui groupe 2.300 hommes au Grand Palais, a maintenant une salle de lecture, de conférences, de concerts et de jeux. C'est notre confrère Georges Anquetin qui a été chargé de l'organisation des matinales récréatives, dont la première a eu lieu mardi dernier avec un éclatant succès. Nos glorieux combattants ont fait ovation aux nombreux artistes des théâtres de Paris qui prétaient leur gracieux concours.

Hors d'Œuvre

Déjà !

A la terrasse d'un café de la rue Lafayette, samedi dernier, un homme portant sur ses vêtements civils la médaille militaire et la croix de guerre avec palme circulait parmi les consommateurs. De son unique main, il déposait sur les tables une carte de visite ainsi libellée :

E. TIRLOIT ET J. GUELLOU

Mutilés de guerre

vous présentent leurs meilleurs souhaits pour l'année 1916

(Cette carte porte aussi une adresse, que je tiens à la disposition des chercheurs et des curieux.)

Quelques instants plus tard, le manchot passait de nouveau pour reprendre sa carte, ou pour recevoir l'aumône qu'on voulait bien lui donner en échange.

Beaucoup de consommateurs s'apitoient ; certains s'indignaient, mais sans trop savoir contre quoi ou contre qui.

Contre des héros déshus qui galvaudent l'emblème le plus respectable du temps présent, car il représente le prix du sang versé pour le pays, et qui tendent à la terrasse des bistros, comme dit l'autre, le casque de Bélisaire ?

Et pourtant, si ces héros ont fait ? Ça mange comme tout le monde, un héros.

Contre ceux — contre les éternels irresponsables — qui ont répondu du sort de nos mutilés, qui se sont engagés à pourvoir aux besoins des infirmes, à mettre les amputés en mesure de gagner dignement leur vie... et qui les abandonnent aujourd'hui à l'exercice d'une seule industrie, l'industrie de la mendicité !

Contre la police qui laisse faire, sans s'informer des droits et des besoins de ceux qui tendent la main aux passants, sans vouloir savoir s'ils sont justiciables des tribunaux ou créanciers du pays ?

En tout cas, il est trop tôt encore pour qu'on voie dans la rue des mendicants décorés de la croix des braves.

Après la guerre, il sera bien temps.

Aujourd'hui, nous ne voulons pas voir la misère des héros mutilés. Mettez-les dans des palais si vous pouvez, dans des prisons si vous l'osez. Mais, pour Dieu, cachez-les, en pensant à l'influence de ce spectacle sur ceux qui se battent encore.

ZETTE

Pour obtenir un passeport

Le *Courier de Bayonne* donne le détail des formalités nécessaires pour l'obtention d'un passeport à l'effet de franchir la frontière espagnole.

Vous allez d'abord à Biarritz, au Central-Hôtel, où l'employé vous prie de vous procurer une feuille de papier timbré à soixante centimes sur lequel vous faites votre demande. Puis vous vous rendez au guichet de M. le percepteur afin d'acquiescer les droits de passeport. M. le percepteur est à Bayonne ; il faudra revenir vendredi matin pour chercher votre quittance. Le vendredi, vous vous présentez de nouveau ; vous trouvez là un seul soldat affecté aux passeports, et une foule considérable qui fait queue dans les couloirs. « Revenez à deux heures ; le passeport sera prêt. » A deux heures : « Revenez vers quatre heures. » A quatre heures quarante-cinq, le passeport est prêt. Il faut aller le faire signer à Biarritz, 4, place de la Liberté... Mais il manque votre photographie. Tout est à recommencer. Vous revenez à Bayonne, etc.

Et quand, enfin, vous avez votre passeport en règle, la guerre est finie, et il n'y a plus de Pyrénées.

Navigation

Depuis que le général Gallieni a déclaré la guerre aux paperasses, les bureaux sont submergés de papiers.

Le Service de santé, particulièrement, se distingue. Les bureaux des hôpitaux viennent de recevoir des instructions pour l'établissement de la pièce suivante dans les formations sanitaires :

« Etat des hommes ayant navigué en temps de paix sur les canaux et rivières. »

Un de nos amis, en traitement à l'hôpital de P., s'est aussitôt fait inscrire sur la liste ; car en temps de paix, il prenait tous les jours un bâtiment des Bateaux-Parisiens pour se rendre de son domicile d'Auteuil à son bureau de l'Hôtel-de-Ville.

Grecs d'hier et d'aujourd'hui

Que Constantin, roi de Grèce, soit bochophile et même bochomane, cela ne fait doute pour personne. Mais son père, Georges I^{er}, comprenait et aimait la France. Et son peuple pensait comme lui.

Voici, de ces honorables sentiments, un témoignage assez topique.

Il y a quelques années, la fille de M. Clemenceau, Mme Jacquemaire, après un voyage en Grèce, revenait en chemin de fer d'Athènes au Pirée et s'apprêtait à s'embarquer pour Trieste.

Elle s'aperçut un jour qu'elle venait de perdre son réticule, contenant papiers, or et bijoux. (Les dames perdent assez aisément leurs réticules...)

Recherches infructueuses. Désolation. Le gouvernement grec est avisé de cet accident, et désireux d'être agréable à la fille du « lgre », comme comme notoire philhellène (et dont l'aide était escomptée en vue de l'annexion tant convoitée

de la Crète à la Grèce), fit tous ses efforts pour retrouver le petit sac. La police se multiplia.

Comme elle n'arrivait à rien, le roi ordonna de placarder sur les murs d'Athènes un avis adjurant le voleur de restituer, par patriotisme, le petit sac et son précieux contenu.

L'appel fut entendu. Vingt-quatre heures après la promulgation de cette affiche singulière, sac et bijoux furent restitués par le larron repent à Mme Jacquemaire.

Hélas ! aujourd'hui, il ne faudrait guère compter sur la probité des cambrioleurs helléniques...

Une bonne nouvelle

On lit, hier soir, dans le *Temps* (dernières nouvelles) :

Berne, 13 janvier.

Les Allemands de 40 à 45 ans n'ayant jamais fait aucun service militaire ont reçu l'ordre de rentrer en Allemagne pour le 15 janvier.

Tant mieux ! Ça va un peu simplifier le problème de la circulation à Paris.

Nous n'inventons rien

On lit, à la décision du « d'artillerie, en date du 8 janvier :

PORT DES CACHE-NEZ. — Le gouverneur militaire de Paris fait connaître ce qui suit, à la date du 5 janvier 1916 :

« Dans un but d'hygiène, l'autorisation du port du cache-nez, accordé jusqu'ici aux seuls automobilistes, est étendue aux militaires de santé délicate, dans le camp retranché de Paris.

« Toutefois, en vue de sauvegarder la correction de la tenue, le cache-nez sera de teinte neutre, bleu horizon autant que possible, et les pans ne devront pas sortir hors de la capote.

« Dans le même ordre d'idées, les militaires ne faisant pas partie d'unités mobilisées, tels que les inaptes, les auxiliaires, etc., pourront porter la capote, les pans baissés. »

« Delikatessen »

Annnonce relevée dans la *Gazette de Francfort* :

Verdorbene
KONSERVEN, FLEISCHWAREN
TIERISCHE ABFALLE
aller art und
FETTSCHLAMP
Kauft stets zu höchsten Preisen
P. Widermeyer, Delikatessen
Meinstraße, 5

Ce qui se traduit ainsi :

« M. Widermeyer, charcutier, achète au plus haut prix les conserves gâtées, les déchets animaux et toutes sortes de graisses de rebut. »

C'est, en même temps qu'une offre d'achat, une réclame vis-à-vis de tous les fins gourmets.

Les questions à l'« Officiel » (Suite)

7074. — M. Montet, député, demande à M. le ministre des colonies : 1^o s'il est exact qu'il a acheté en Indochine, pour le compte de la métropole, par marché de gré, du riz à deux particuliers non commerçants en riz, pour des quantités dépassant plusieurs millions et sans procéder par adjudication ; 2^o si le prix d'achat n'aurait pas été le double du prix des marchés de détail de cette denrée dans la colonie...

M. le ministre des colonies a répondu qu'il n'avait pas les éléments de la réponse.

Ainsi, même pour le riz, même en Indochine.

Petites annonces

D'un grand journal du matin :

Etranger des. trou. ménagère française, instr. sach. bien allem. Adr. Carlovici, 5, rue des Carmes.

Est-ce le moment, pour un étranger exilé, d'avoir la nostalgie de la langue allemande ?

Citations

Dans le supplément du *Bulletin des Armées* du 30 décembre au 1^{er} janvier 1916, pages 15 et 16, on peut lire les citations suivantes, portant attribution de la *Médaille militaire* :

Chef armurier L... dragons : marche avec le régiment depuis le début de la campagne et a toujours fait preuve du plus entier dévouement dans l'exécution de son service spécial.

Maréchal des logis G... d'artillerie : excellent maréchal des logis maréchal ferrant. D'une grande compétence technique et d'un parfait dévouement. Conduite exemplaire. Très méritant à tous égards.

Adjudant M... dragons : sur le front depuis le début de la guerre où il remplit les fonctions d'officier d'approvisionnement avec un zèle incomparable et un dévouement inlassable ; est le modèle des serviteurs.

Pas de Femmes

La légation de Grande-Bretagne à Berne communique la note suivante :

« Jusqu'à nouvel ordre, aucune femme, aussi bien de nationalité anglaise que de nationalité étrangère, ne sera admise en Egypte. »

On se perd en conjectures.

A travers la Norvège et la Suède

La vie dans le train

Malgré tout les 63 heures passent relativement vite. Nous sommes nombreux, car si le *Mira*, parti le dimanche, avait peu de passagers, le bateau de la veille, relégué dans la Tyne par le brouillard, était arrivé à Bergen trop tard pour le train et il avait beaucoup de voyageurs. Les connaissances se font vite, les groupes se forment. Russes, Anglais, Français sont en grosse majorité. Quelques Italiens, des Suisses, des Belges. Les polyglottes servent d'agents de liaison et grâce à eux les conversations se généralisent. La guerre en est le grand sujet. On est en général d'accord. Tous ceux qui viennent de France ou d'Angleterre ont la même foi dans le succès final. Mais il y a des convictions moins robustes. Des étudiants, venant de Suisse allemande, encore sous l'influence des mensonges de l'agence Wolff et tout imprégnés de l'esprit germanique et de ses méthodes, disent leurs appréhensions, leurs inquiétudes. Les Germains ne sont-ils pas vainqueurs partout ?

Ils sont vite convaincus. L'Allemagne combat hors de ses frontières, c'est vrai. Elle vient de faire en Russie une avance foudroyante, c'est encore vrai. Mais ce qui est vrai aussi c'est que depuis seize mois elle s'épuise en vains efforts sur le front français, qu'elle y a perdu ses meilleures armées et vu briser toutes ses offensives. Là elle n'avance plus, elle recule insensiblement, mais elle recule. L'Allemagne a-t-elle détruit l'armée russe ? Loin de là, elle subit actuellement son offensive. Sa diversion dans les Balkans n'est-elle pas l'aveu de son impuissance à l'Est et à l'Ouest ?

Et cependant l'Allemagne était prête pour cette guerre qu'elle préparait depuis quarante-cinq ans, qu'elle a cherchée, voulue, choisissant son heure, sachant la Russie en pleine désorganisation, la France sans matériel, la Belgique sans armée, qualifiant celle de l'Angleterre de méprisable !

Russie, Angleterre, Belgique et France n'ont-elles pas, depuis, forgé un matériel formidable qui s'accroît tous les jours ? Non-elles pas levé de nouvelles armées toujours plus fortes et plus nombreuses ? Non-elles pas décuplé leur puissance.

C'est que l'Allemagne n'a pu hier, quand elle était maîtresse des moyens et de l'heure, comment le pourrait-elle maintenant où déjà, sur les deux principaux points, ce n'est plus elle qui manœuvre, c'est elle qui est manœuvrée !

Le même thème est développé vingt fois dans la journée par l'un ou par l'autre, chacun avec son tempérament et suivant sa culture générale, car nous sommes de tous les milieux, de toutes les professions et beaucoup, parmi nous, ont vu. Un Belge, amputé de trois doigts de la main droite, était à Liège, un contremaître qui va mettre sur pied une fabrique d'obus dans le Sud a connu les tranchées de l'Argonne. Un ingénieur, titulaire de la croix de guerre, vient d'Arras et tous ont bien haut la victoire certaine.

Puis, c'est l'heure du repas, qui réunit les mêmes personnes autour des mêmes tables, où défilent des menus étranges. Les comptoirs de fruits et les confitures accompagnent des choux et des viandes cuites au point de faire regretter le bouffon gros sel ; c'est un fil de poissons séchés, salés, fumés, secs, mous, aux chairs blanches, grises, jaunes, roses et n'étaient les excellents coqs de bruyère, les gelinottes et les grives au genièvre, on demanderait à en revenir au monopole *roastbeef* anglais avec son cortège d'insipides légumes cuits à l'eau.

Le soir, la parole s'anime. On prend le thé et on tue le temps en attendant que la femme de chambre vienne faire les lits, car chaque wagon a sa femme de chambre. d'âge canonique, rassurée-vous. Ce sont encore des femmes qui font le service de la cuisine au wagon-restaurant. Et cependant, nous sommes en pays neutre. Y aurait-on mobilisé aussi, au point de manquer d'hommes ?

Rencontre de prisonniers russes

Grand émoi le matin du 4, vers huit heures, à Langsle.

En face de nous, en gare, un interminable train dont chaque wagon porte la croix rouge. C'est un convoi de grands blessés russes revenant d'Allemagne, par Stockholm.

Malgré la présence de soldats et d'officiers suédois qui arpentent le quai nos compagnons russes, qui ont reconnu leurs compatriotes, engagent des conversations de loin, puis descendent et s'approchent. De leur côté, les blessés les plus valides, joyeux d'entendre enfin leur langue, ont gagné les plates-formes. Nous saurons bientôt les souffrances qu'ils ont endurées, les massacres de leurs camarades, les humiliations, les brutalités terribles, les lachetés de tous les jours. Le Germain méprise le Russe, haït l'Anglais. Le Français seul trouverait grâce devant lui. Et quand on me répète ces choses, je pense aux infamies qu'ont subies les nôtres, je me demande comment ces infamies ont pu être encore dépassées au point que le prisonnier français est resté pour ces malheureux presque un objet d'envie !

Pendant ce temps les dames de la Croix-Rouge passaient d'un wagon à l'autre, suivies de soldats portant d'énormes pots de café, de lait, de thé, des corbeilles de pain, et faisant la distribution. Des médecins et des infirmiers s'arrêtaient à chaque lit, refaisant les pansements, remplaçant un oreiller, relevant un malade, changeant un autre de position, donnant à tous les soins les plus dévoués en même temps que de bonnes paroles.

L'aspect de tous ces malheureux est saisissant. Les physionomies sont graves, inquiètes. On sent qu'ils ne sont pas encore revenus du régime de terreur sous lequel ils ont vécu et ce sont encore des hommes superbes, des colosses pour la plupart, ne laissant pas deviner toute leur misère physiologique. C'est que, m'explique un jeune docteur russe, qui est des nôtres et qui a pu longuement se renseigner, ces hommes sont le résultat d'une sélection. Honteux de l'état de misère dans lequel ils laissent leurs prisonniers, les Allemands ne rendent, parmi les infirmes, que ceux dont la forte constitution a triomphé d'un changement brusque de régime, qui consiste à les gaver, à les engraisser comme des animaux. Non-

breux sont ceux qui ne peuvent supporter cette brusque transition. Beaucoup en meurent. Quant à ceux qui ne se refont pas assez vite, on les renvoie dans les camps où ils agonisent sous cette nouvelle cruauté. Ainsi donc ces monstres salissent même le geste de pitié qui leur a été imposé !

Nous parlons et sans nouvel incident nous arrivons à Haparanda.

P. B.

(A suivre).

Les manuscrits et les dessins non insérés ne sont pas rendus.

A la Chambre

Discours de M. Deschanel

L'AVIATION

La Chambre a entendu, pour ses débuts, deux discours de M. Deschanel et, après un court débat assez confus, elle a réglé ses ordres du jour. Et ce fut tout pour hier.

M. Deschanel accorde à ses collègues beaucoup de mérites, ce dont ils ne peuvent manquer de lui savoir gré ; il leur donne aussi quelques conseils, ce dont il faut souhaiter qu'ils fassent leur profit.

Pour l'histoire, M. Deschanel fixe, dans un long palmarès, la liste de ces mérites : projets de loi votés, propositions déposées, travaux des commissions, etc., etc. Il y en a beaucoup, et de toutes sortes. Et cependant, on adresse du dehors des critiques au Parlement.

Il en est de fondées, telles celles qui signalent certains désordres dans l'ordre des travaux, celles qui se plaignent de la faculté, vraiment quelquefois excessive, d'improvisation des lois.

C'est contre ces critiques que M. Deschanel met les députés en garde, en les conviant à plus de discrétion et à plus de méthode.

Au surplus, nos regards doivent se porter ailleurs, vers les tranchées.

M. Deschanel se fait alors vivement applaudir en disant :

Regardons les tranchées. Oui, c'est notre soldat qui, à quatre-vingts kilomètres de Paris, se sent vainqueur, c'est lui qui a raison, parce que, en tenant, il use l'ennemi, il permet à l'Angleterre et à la Russie de lever de nouvelles armées, et aux Alliés de fermer à l'Allemagne, par une entente économique étroite, une grande partie des marchés du globe. C'est lui, dont l'indomptable constance, faite de bravoure, de bon sens et d'esprit, à la fin vaincra la force. Et quelle force messieurs ! Une force de science ? Non : la force dépravée, la force impie qui s'acharne sur les merveilles de l'art et de la foi, qui entraîne au fond des mers les passagers inoffensifs, les femmes et les enfants de la *Lusitania*, de l'*Ancona*, de la *Ville-de-la-Ciotat*, de la *Persia*, qui massacre tout un peuple, l'Arménie, qui tâche de prendre sournoisement l'âme de cette Pologne qu'elle a torturée ; qui terrasse et qui tue — avec quel luxe de circonstances dégradantes — et dans une parodie de justice qui rend le forfait plus hideux encore, le noble infirmier, la victime vengeresse, Edith Cavell ; qui, le 1^{er} janvier au matin, à l'aube de l'année nouvelle, lance, sans pitié, des obus sur Nancy, ne comprenant pas que cette bassesse atteint, non la France, mais l'Allemagne.

Puis M. Deschanel, dans une seconde allocution, rend hommage aux députés morts au feu ; il adresse la sympathie de la Chambre à ceux qui ont perdu à la guerre quelques-uns des leurs, et il fait applaudir les noms des députés décorés et cités à l'ordre du jour : Abrami, Anglès, Cochon, Abel Ferry, de Juigné, de Rohan, Masse, de Mun, etc., l'abbé Lemire, honore d'une citation élogieuse ; M. Jean Hennessy, qui a reçu un témoignage de satisfaction du commandant en chef des troupes britanniques ; Maginot, blessé, décoré de la médaille militaire, etc...

La Chambre applaudit tout entière. Il n'y a qu'un député qui ne s'associe pas à cet hommage et qui le dit crûment : c'est M. Favre, député de la Charente.

Perché aux derniers gradins de la gauche, il crie, il hurle :

— Les députés doivent être ici !

Il le dit avec véhémence. Il en est peut-être qui pensent comme lui ; on dit qu'il y en a. Ceux-là mêmes cependant sont gênés et ils sont entraînés dans le grand courant de protestation qui s'élève de partout.

M. Ribot monte alors à la tribune, dépose le projet sur les bénéfices de guerre et annonce que l'emprunt a produit 15 milliards 130 millions.

Et maintenant à l'ordre du jour. Tâche difficile, il y a trois interpellations sur l'aviation. Quand les discuterait-on ?

— Jeudi prochain, demande M. Lafont.

— Pourquoi fixer une date ? répond M. Briand. Attendez. Peut-être vous dirai-je des choses... des choses mystérieuses, à la commission de l'armée, qui rendront toutes interpellations inutiles.

On fut incrédule ou, du moins, on le manifesta en criant, en gesticulant et en protestant. Cependant, à mains levées, la Chambre décida d'attendre la semaine prochaine. Attendons.

Le 20, on discutera les loyers. Aujourd'hui, la censure sera sur la sellette.

Jean Druait

Qui a lu l'Œuvre aujourd'hui
la lira demain

"L'Œuvre" des Réfugiés

SOUVENIRS ET NOUVELLES DES PAYS ENVAHIS

POUR L'ENTENTE ÉCONOMIQUE des Alliés

LA QUESTION D'ANVERS

Ce n'est que par un miracle de l'héroïsme et de la patience populaires que la France, l'Angleterre, la Russie ont pu organiser la guerre pendant la guerre. Pouvons-nous espérer que nous saurons organiser la paix ?

La tâche est immense et, de quelque côté que l'on se tourne, on est frappé de la complexité, de la diversité des problèmes qui se posent. De tous, le problème économique est le plus grave. Comment remettre-t-on de l'ordre dans ce grand désordre ? Comment mener-t-on la lutte économique qu'il faudra poursuivre après la victoire ? Les nombreux industriels belges réfugiés en France en sont particulièrement préoccupés. Ils sont bien décidés à rompre toutes relations avec l'Allemagne : ils en ont trop bien vu le danger.

Même ceux qui, avant la guerre, traitaient de billesvées notre anti-germanisme, même ceux qui admiraient l'organisation économique de l'Allemagne et se refusaient à voir des ennemis ou même des concurrents redoutables en des gens qui faisaient avec eux tant et de si bonnes affaires ont été brusquement éclairés. Ils ont compris que cette invasion économique qu'ils avaient longtemps considérée avec l'insouciance de gens d'affaires, trop accoutumés aux bénéfices faciles pour s'inquiéter de l'avenir, avait préparé l'invasion et l'asservissement politique de leur pays. J'ai vu avec émotion des hommes étroitement positifs qui, naguère, se faisaient gloire de n'avoir en vue, dans la vie que des profits immédiats, décidés, s'il en était besoin, à sacrifier leurs intérêts à leur patriotisme, à leur juste haine de l'Allemagne. On peut aujourd'hui compter sans réserve sur cette classe industrielle belge qui est exceptionnellement solide, laborieuse, entreprenante, qui a colonisé industriellement une partie de la Russie, qui a, pour ainsi dire, monopolisé les entreprises de tramways dans le monde entier. Elle est prête à la lutte contre l'ennemi commun, mais encore, dans cette lutte, faudra-t-il qu'on l'assiste.

Les Alliés, et spécialement la France et l'Angleterre, auront-ils la générosité et l'intelligence de l'aider sans réserve ? C'est ce que les industriels belges se demandent parfois avec un peu d'inquiétude, non qu'ils doutent des intentions des puissants amis de leur pays à leur égard, mais ils se rendent très bien compte de la difficulté du problème et ils craignent que, le moment venu, les intérêts particuliers, les intérêts locaux, les intérêts électoraux ne viennent se mettre à la traverse de l'intérêt général qui est, de toute évidence, l'union économique intime et agissante de tous les ennemis de l'Allemagne.

C'est particulièrement la question d'Anvers qui les préoccupe. La Belgique, pays surpeuplé, vivait de son exportation et de son commerce de transit. Anvers était le comptoir, le débouché de ce vaste atelier. Dire qu'il était devenu un port allemand, c'est un truisme. Il serait peut-être plus utile de se rappeler que, s'il en était ainsi, c'était, dans une certaine mesure, la faute des Belges et des Français : la faute des Belges qui n'avaient rien fait pour se donner une marine marchande et qui, plutôt que de risquer leurs capitaux dans de grandes entreprises maritimes qui les eussent rendus maîtres de leur commerce, trouvaient plus commode de servir de courtiers, d'agents maritimes, d'entrepositaires aux armateurs allemands ; la faute des Français qui n'avaient rien fait pour lutter contre leurs rivaux dans le grand port belge, et dont le commerce avec Anvers était infime en regard du commerce allemand. Mais rien ne sert de récriminer : tout cela, c'est de l'histoire. Qu'il nous suffise d'en tirer pour l'avenir d'utiles leçons. Les Anversois qui, hormis quelques « embochés », quelques métèques plus ou suspects, détestent d'autant plus les Allemands qu'ils ont été plus complètement envahis par eux sont décidés à rompre définitivement avec l'ennemi. Mais ils ne se résignent pas à la décadence de leur ville. Ils entendent avoir au moins le moment où les navires allemands, délaissés par les navires allemands, seraient aussi déserts qu'au moment où la Hollande leur avait fermé l'Escaut et ils se croient en droit d'espérer que, s'ils chassent de leurs rives le commerce allemand, le commerce français viendra le remplacer.

« Pourquoi pas ? » disent les hommes d'affaires belges, qui souhaitent tous d'abord l'union économique de leur pays avec la France. L'hinterland naturel du port d'Anvers s'étend aussi bien en France qu'en Allemagne : c'est le port indiqué de l'Alsace-Lorraine reconquise et, pour qu'une bonne partie du commerce maritime de l'Est fran-

çais se fasse par l'Escaut, il suffirait de supprimer la surtaxe d'entrepôt qui frappait les marchandises françaises, passant par la Belgique en transit. Cette mesure fiscale prise pour favoriser Dunkerque et le Havre n'avait guère eu pour résultat, me dit-on, que de faire d'Anvers un port allemand. Mais admettons que la bonne volonté dont la France témoignait à l'égard de la Belgique en y renonçant mérite une contre-partie, cela ne fait que fournir un argument de plus en faveur d'une entente économique anglo-franco-belge et dès à présent en faveur d'une conférence où tous ces problèmes seraient examinés avec la ferme volonté de les résoudre dans l'intérêt de l'alliance antigermanique. Quelque chose montre d'ailleurs à quel point les Allemands la craignent, spécialement en ce qui concerne Anvers : ils ont repris brusquement, dès les premiers mois de la guerre, un projet de canalisation de la Moselle qui détournerait du bassin de l'Escaut tout le trafic de la région métallurgique luxembourgeoise et lorraine, projet auquel ils avaient renoncé, à la suite de l'opposition de certaines villes rhénanes. Cela semblerait indiquer que, dès ce moment, ils se rendaient compte de l'impossibilité où ils seraient de conserver la Belgique et des difficultés que leur causerait la guerre économique avec ce pays jadis plus ou moins inféodé à leur puissance industrielle. C'est bien un des traits de leur odieux génie que cette longue et multiple prévoyance. Rien de plus aisé que de parer le coup, d'ailleurs, me dit un industriel qui connaît bien la région, il suffirait de reprendre un vieux projet franco-belge de canalisation de la Chiers ; on drainerait ainsi le trafic du Luxembourg et du bassin de Briey, vers la Meuse, laquelle est reliée à Anvers par un canal. « Malheureusement, ajoutait-il, nos gouvernements ont d'autres chats à fouetter... »

C'est exact : nos gouvernements ont d'autres chats à fouetter, et l'on ne saurait les blâmer de ne songer qu'à la guerre. Mais il serait urgent cependant de préparer dès à présent, et d'un commun accord, l'autre guerre, la guerre économique. Et l'on ne saurait mieux le faire que par une entente dont la Belgique doit être le trait-d'union. La question d'Anvers y jouera un rôle capital. Napoléon appelait le grand port de l'Escaut « un pistolet braqué sur le cœur de l'Angleterre ». L'Allemagne a été sur le point de s'en emparer et de s'en servir : c'est à la France, à l'Angleterre et à la Belgique unies de retourner l'arme contre leur ennemi commun.

L. Dumont-Wilden

POUR LES RAPATRIÉS DU NORD

Cédant à de pressantes instances, le Comité des intérêts économiques de Roubaix-Tourcoing (31, rue de Mogador) s'est fait récemment l'écho de nombreuses plaintes et, après en avoir vérifié l'exactitude, a transmis aux ministres intéressés les doléances d'une Roubaissienne qui, dès son arrivée à Paris, se voit refuser un appartement meublé parce qu'elle a trois enfants et ne peut échanger que par fractions de 50 francs et par quinzaine les bons de ville qu'elle a dû apporter parce que là-bas il lui a fallu se dessaisir des billets de banque français pour le paiement des contributions de guerre exigées par les Boches. Et la malheureuse ajoutait qu'il était particulièrement pénible pour ceux qui, durant quinze mois, ont souffert sous la domination allemande, de constater, après l'accueil enthousiaste des Suisses à leur passage, que, dès que les rapatriés franchissent la frontière française, il n'y a plus de réception préparée pour eux...

La presse, informée déjà à plusieurs reprises de ces faits regrettables, s'en est émue, des lettres ont été publiées... Le gouvernement s'est ému à son tour de ces critiques que, dans une note reproduite par quelques journaux, il prend basées sur des renseignements inexacts...

Le Comité des intérêts économiques de Roubaix-Tourcoing tient à faire connaître que, pour sa part, il ne serait pas permis d'attirer l'attention du gouvernement sur des informations même douteuses ; il n'avance rien qu'il ne puisse prouver. Il serait donc très heureux qu'une enquête fût ouverte, car elle permettrait de recueillir des milliers de témoignages parmi les derniers évacués du Nord et, sans doute, d'empêcher le retour des faits signalés.

Mais le Comité ne s'en est pas rapporté seulement à des témoignages qu'on pourrait croire intéressés et il lui suffit pour justifier de sa bonne foi et de son impartialité d'extraire le passage suivant d'une lettre envoyée de Dijon, le 26 décembre dernier, à l'un de ses membres :

« Ma femme a été navrée, l'autre jour, à la réception des Lillois, du défaut d'organisation dont ils ont souffert. Les journaux de Paris ont dit que l'accueil à Dijon avait été plus qu'un défaut de l'effort de la ville de Dijon. Le 20 décembre a annoncé qu'après quatre longs jours de voyage on n'avait offert aux rapatriés, pour se reposer, que quelques boîtes de pâtes... »

C'est la faute d'un Comité officiel qui agit avec l'insouciance, le défaut de cœur et la rudesse de tout ce qui est officiel. Tout le monde qui vient lui prêter un concours bénévole, péniblement accepté par lui, est exaspéré de ses procédés. Si donc vous entendez des plaintes contre Dijon, croyez-les justes, mais sachez que les Dijonnais sont les premiers à regretter la manière de faire de ce Comité officiel. »

Cette lettre, dont l'original est tenu à la disposition de qui de droit, émane d'une haute personnalité dijonnaise... Telle est l'opinion d'un « neutre » qui a constaté de visu et a été indigné de ce qui se passait.

Il convient d'ajouter d'ailleurs qu'en ce qui concerne Dijon, d'autres dispositions ont été prises, notamment par la municipalité pour que ces faits ne se renouvelent plus. Mais il n'en est malheureusement pas de même à Annemasse et dans bien d'autres endroits où les rapatriés sont traités plutôt en intrus par suite d'une organisation mauvaise ou tout à fait insuffisante.

Le Comité des intérêts économiques de Roubaix-Tourcoing rend très volontiers hommage aux efforts qui sont faits dans maintes localités, pour venir en aide aux malheureux réfugiés et rapatriés, mais l'attestation ci-dessus reproduite, à titre d'exemple, montre que, si le gouvernement a des intentions très louables à cet égard, ses instructions sont loin d'être suivies partout avec le dévouement et le tact qu'il convient d'apporter en pareille circonstance...

Lille sous les Boches

(d'après les récents rapatriés)

Le prince Ruprecht de Bavière vient de décider de rouvrir le grand théâtre de Lille. Les jeunes filles sans travail, demoiselles de magasin, fleuristes, etc., ont été priées de vouloir se faire engager comme figurantes. Le cachet offert est de 15 francs par jour. Les Allemands n'ont pas recueilli de nombreux concours. Ils annoncent des opérettes viennoises et des opéras wagnériens.

Le prince de Bavière compte sur ces spectacles pour relever le moral de ses officiers, car le théâtre n'est pas pour les simples soldats. Les Allemands ont fait demander aux anciens abonnés s'ils voulaient reprendre leurs loges et leurs fauteuils.

Six banques allemandes et autrichiennes ont été créées dans le but de relever le change allemand. Elles imposent le mark à 1 fr. 50, ou, du moins, à 1 fr. 50 en bons communaux français. Elles escomptent du papier français (car les commerçants français qui continuent à ouvrir leurs magasins doivent s'adresser exclusivement à des fournisseurs allemands). Ceci, en dehors des magasins d'alimentation ravitaillés par le comité américain.

Les réquisitions et les amendes ont drainé toutes les diverses espèces sonnantes, qui se trouvaient dans Lille, Roubaix et Tourcoing. Une affiche boche déclare : « Portez votre or ! » et les Allemands achètent cet or à 30 % de majoration en mark papier. (Il est à remarquer que l'opération n'est pas aussi avantageuse qu'elle le paraît, au change actuel du mark 1) A Lille, celui qui porterait son or aux Boches serait déshonoré.

Les officiers boches paient ce qu'ils achètent, mais en insistant pour avoir des réductions considérables. Tout un monde d'officiers remplit la ville, encombrant les rues, les cafés et les bouis-bouis chantants. Leur attitude est celle de conquérants qui veulent avoir l'air bienveillants. Quelques faiblesses de femmes apeurées, deux ou trois mariages les ont persuadés que, même sans la terreur, ils auraient conquis des cœurs.

Le prince de Wurtemberg et celui de Bavière ont surtout porté leurs efforts de ce côté. Par la menace et la sourire, — vous savez quel sourire de crocodile ! — ils ont essayé de se faire tolérer par la population bourgeoise. Ils attachent une importance extrême à persuader les Lillois de leurs intentions pacifiques et de leur « kultur ». Les femmes de la bourgeoisie habitant seules, mariées ou divorcées, ont été obligées de loger un officier.

Il est difficile de dire ici, de faire même pressentir tous les drames douloureux, tous les conflits, toutes les complications suscitées par cet ordre. Dans Lille, la question des officiers boches et des femmes françaises domine tout. Une surveillance de tous les instants est exercée par la population sur les misérables qui n'ont pas hésité devant la honte de la prostitution à l'ennemi. Plus vils encore, quelques commerçants qui ne craignent pas d'essayer de s'enrichir, dans une ville occupée, aux dépens de leurs compatriotes !

Ce qui, par contre, est admirable, c'est l'attitude de la majorité de cette population, réduite aux privations, même dans les milieux aisés, vivant à l'écart, sans communications avec l'extérieur, préférant ne rien connaître que lire les feuilles allemandes ou les deux ou trois journaux immondes rédigés en français. De temps à autre, de rares nouvelles filent à travers les lignes. On se les communique en secret. Le vol d'un avion allié, une bombe lancée exaltent pendant toute une journée de grands espoirs. Ah ! cette lutte de toutes les heures contre la mélancolie l'attente et l'anxiété, sans défense morale contre les suggestions du vainqueur ! Des comptes rendus de nos

séances parlementaires, avec des fragments cités de notre *Officiel*, ont eu une répercussion fort douloureuse dans Lille !

Grâce à l'énergie de la municipalité, qui a ouvert des ateliers pour le ravitaillement de la population civile et qui distribue des secours et des allocations en bons communaux, la classe ouvrière ne souffre point trop, mais les petits rentiers, les familles dont le soutien appartenait aux professions libérales ont grand-peine à vivre.

Et, au-dessus de tout ce monde d'officiers boches en ribote, de filles perdues, et au-dessus de tous ces héroïsmes quotidiens faits de constance et de privation, un régime de terreur, de circulaires, de paperasses !

Ils ont fusillé encore un enfant de seize ans, au début de décembre, me dit la personne qui me donne ces renseignements.

— Qu'avait-il fait ?
— Il avait voulu partir pour la Hollande, sans autorisation !...

Au Sénat

DISCOURS DE M. DUBOST

Au Sénat, courte séance, surtout remplie par le discours de M. Dubost, que nous résumons ici :

Messieurs et chers collègues,
L'année qui commence apporte les plus grands devoirs, requiert les plus grandes forces, laisse les plus grandes responsabilités de notre histoire !

Entrons-y avec une plénitude de volonté qu'on sentira d'autant plus puissante qu'elle sera plus sobrement exprimée. Car l'année qui s'est achevée et qui a déçu les espoirs orgueilleux de nos ennemis, sans réaliser les nôtres, a cruellement enseigné la vanité dangereuse des paroles et la seule valeur des décisions énergiques. (Très bien !) Les premières sèment tour à tour l'illusion et le découragement ; seules, les secondes préparent la réalité de la victoire. (Applaudissements.)

Que chaque Français sonde les profondeurs de sa conscience ! S'il y trouve encore quelque pensée qui ne soit pas celle de la Patrie, que d'un dernier effort il l'arrache et la jette au loin ! Et si nos convictions sincères sur la conduite de la défense nationale sont en divergence, que ce soit à notre cœur, plus encore qu'à notre intelligence, que nous demandions les conciliations nécessaires ! Un seul cœur, une seule volonté, une seule direction pour un seul but : le triomphe de la France ! (Applaudissements.)

Le pays a donné tout ce qu'il pouvait donner, son sang, sa fortune, sa confiance, et ce don de soi-même il le continuera sans réserves, sans limites ! Il n'y a point de termes pour le remercier dignement de l'offrande la plus entière que les siècles aient jamais apportée sur l'autel de la Patrie ! (Applaudissements prolongés.)

Mais il n'y aurait point de termes non plus pour féliciter ceux qui insinueront dans ses veines le poison du doute.

Si des voix s'élevaient pareilles, que l'ennemi sache qu'elles sont, à l'avance, reniées par la France, car la France n'attend pas la paix, elle attend la Victoire ! (Applaudissements répétés.)

L'affichage de ce discours est ordonné.

Le Sénat s'ajourne au jeudi 20 janvier, à quatre heures.

AU PARLEMENT

La croix de guerre aux prisonniers

La Chambre devra examiner, sous peu, une proposition de loi de M. Maginot, relative à la croix de guerre. Elle tend à limiter l'attribution de la croix de guerre à la zone des armées.

M. Pasquel vient de déposer un amendement qui accorde la croix de guerre, dans certaines conditions et après avis d'une commission spéciale, aux prisonniers évadés d'Allemagne.

Les loyers

La Chambre commencera, le 20 janvier, la discussion du projet de loi sur les loyers.

Nous avons publié, hier, la lettre de M. Ribot à la commission du budget faisant connaître les vues du gouvernement sur la question.

A cette lettre, M. Klotz, président de la commission, répond en demandant quelques explications au gouvernement.

« Il nous paraît, dit-il, que le gouvernement, après avoir déposé des projets fixant les conditions dans lesquelles les loyers à payer pourraient être réduits par suite de la guerre, et réglant entre propriétaires et locataires la question des loyers arriérés, doit également prendre l'initiative d'un texte qui trancherait le principe de l'intervention des finances publiques et déterminer, en même temps que la mesure de cette intervention, les moyens de la réaliser. Ce nouveau texte serait la suite logique et nécessaire des précédents. Il constituerait, en outre, la base de discussion sans laquelle la commission du budget se trouverait dans l'impossibilité de formuler les solutions de cette grave question des loyers. »

Félicitations aux Postiers

Le ministre des postes et télégraphes vient d'adresser les félicitations du gouvernement au personnel de son administration pour le zèle et le dévouement patriotiques dont il a fait preuve à l'occasion de l'émission de l'emprunt de la Défense nationale et de l'envoi des paquets adressés aux militaires pendant la période du renouvellement de l'année.

La tâche imposée au service postal au cours de cette période s'est, en effet, trouvée considérablement accrue. Du 25 décembre au 10 janvier, 129 millions d'objets, lettres ou colis, ont été transportés uniquement pour les militaires et indépendamment des correspondances civiles dont le nombre est toujours plus élevé à cette époque de l'année.

La taxe sur les bénéfices de guerre

Le ministre des finances, M. Ribot, a déposé hier sur le bureau de la Chambre le projet de loi sur les bénéfices exceptionnels de la guerre.

Dans l'exposé des motifs, M. Ribot pose les principes de la réforme.

La guerre, dit-il, qui pèse lourdement sur l'ensemble du pays et diminue la plupart des revenus particuliers, est, au contraire, pour un certain nombre d'industries et de commerces une source de bénéfices imprévus et souvent considérables. Il est de toute justice que ces bénéfices réalisés à l'occasion de la guerre contribuent dans une large mesure aux dépenses de la guerre elle-même.

Le projet de loi a vingt articles. La contribution extraordinaire prévue par la loi est calculée en prenant pour base l'excédent du bénéfice net total respectivement obtenu pendant la période s'étendant du 1^{er} août 1914 au 31 décembre 1915 et pendant l'année 1916 sur le bénéfice normal déterminé, au prorata du nombre de mois compris dans chaque période d'imposition, d'après la moyenne des résultats effectifs des années 1911, 1912 et 1913.

Le bénéfice net est constitué par le produit brut totalisé des diverses entreprises exploitées en France par le même assujéti, sous déduction :

1^o Des intérêts des dettes et emprunts contractés pour les besoins de chaque entreprise ;

2^o Du coût des matières premières ;

3^o Des frais généraux, tels que réparations et entretien, combustible, force motrice, loyer, administration et salaires ;

4^o Des sommes qui, dans les conditions spéciales à chaque entreprise, doivent être réservées pour l'amortissement des bâtiments et du matériel, en tenant compte des dépréciations exceptionnelles des installations spéciales effectuées en vue des fournitures de guerre.

Les assujétis sont tenus de faire une déclaration dans les deux mois après la promulgation de la loi. Ces déclarations sont soumises à l'examen d'une commission départementale comprenant quatre anciens commerçants ou industriels, le directeur des contributions directes, et deux fonctionnaires désignés par le ministre des finances.

Le contribuable qui n'aura pas fait la déclaration sera taxé d'office.

L'article 14 fixe ainsi le taux de cette contribution :

Fraction inférieure à 10.000 fr....	5 0/0
Fraction comprise entre 10.001 et 50.000 fr....	10 0/0
Fraction comprise entre 50.001 et 100.000 fr....	15 0/0
Fraction comprise entre 100.001 et 200.000 fr....	20 0/0
Fraction comprise entre 200.001 et 500.000 fr....	25 0/0
Fraction supérieure à 500.000 fr....	30 0/0

L'article 17 énumère les catégories auxquelles la loi sera applicable :

Ar. 17. La contribution extraordinaire instituée par les articles 3 à 16 est applicable :

1^o A toute personne qui, ne se livrant pas habituellement à des opérations commerciales et n'étant pas par suite passible de la contribution des patentes, a réalisé des bénéfices en accomplissant à titre accidentel un ou plusieurs actes de commerce ;

2^o A toute personne qui a prêté son entreprise moyennant rémunération à la conclusion d'une convention en vertu de laquelle a été effectuée une opération commerciale.

Dans l'un et l'autre cas, la contribution est calculée sur l'intégralité des bénéfices réalisés, diminuée d'une somme de 5.000 fr.

La Commission du budget examinera ce projet lundi prochain.

LA VIE CHÈRE

Les commissions succèdent aux commissions, les enquêtes aux enquêtes et rien ne parvient à enrayer la marche ascendante du cours des denrées, qui se fait sentir, aux Halles Centrales, surtout depuis le commencement de l'année. Hier encore, on a enregistré une hausse, qui ne paraît pas justifiée, sur certaines marchandises. Combattre les causes de ces renchérissements est bien, mais arriver à en découvrir les motifs déterminants, est plus difficile.

Il est un fait certain, c'est que l'absence de prévoyance ante bellum est la principale cause qui explique cette hausse persistante.

VIANDE		Le kilo
Pot-au-feu	1,30 à 1,80	
Aloyau entier	2,20 à 3,40	
Veau entier	2,20 à 3,20	
Epaule de veau	2,10 à 2,50	
Mouton entier	1,70 à 2,90	
Gigot	2,80 à 3,90	
Ragout de mouton	1,40 à 1,70	
Porc entier	2,50 à 3,00	
VOLAILLE		Le kilo
Poulet	4,20 à 4,50	
Lapin	2,70 à 3,00	
Oie	2,45 à 2,50	
POISSON		Le kilo
Cabillaud	1,25	
Carlet moyen	1,75	
Congre	1,75	
Raie	1,50	
Harang français, le cent	15,00	
Maquereau moyen	20,00 à 50,00	
LÉGUMES		Les 100 boîtes
Carottes	50,00 à 75,00	
Navets	10,00 à 25,00	
Poireaux	40,00 à 70,00	
Choux, le cent	10,00 à 40,00	

DERNIÈRES NOUVELLES

DÉPÊCHES PARTICULIÈRES de "l'Œuvre"

La lutte autour d'Antivari

Scutari, 11 janvier. — La bataille continue à faire rage autour d'Antivari, dont les Monténégrins défendent les approches avec un acharnement désespéré. Des renforts en hommes et en munitions leur ont été envoyés et l'avance autrichienne est momentanément enrayée, bien que les batteries à longue portée poursuivent le bombardement des positions monténégrines.

Le gouvernement serbe quitte Scutari

Rome, 13 janvier. — Un télégramme reçu par la légation de Serbie à Rome annonce que le gouvernement serbe a décidé d'acquiescer avec les puissances alliées, de quitter l'Albanie pour se retirer à Corfou, où il rejoindra les troupes serbes amenées dans l'île par les transports français.

Le prince régent Alexandre ira prendre personnellement à Corfou le commandement de ses soldats.

La bataille pour Czernovitz

Bucarest, 10 janvier. — On télégraphie de Dorohol, que le bruit de la canonnade, qui s'était ralenti depuis quelques jours autour de Czernovitz, a repris furieusement depuis vingt-quatre heures.

Les progrès russes ont été si sensibles vers la frontière roumaine, c'est-à-dire vers Czernovitz, que des obus russes tombent constamment depuis quelques heures sur le territoire roumain.

Au dire de soldats autrichiens qui se sont réfugiés en Roumanie, les Russes attaquent par masses profondes, en vagues irrésistibles, et les effets de leur artillerie sont terribles. Les pertes austro-allemandes seraient énormes.

La participation turque à l'offensive contre Salonique

Athènes, 13 janvier. — Je suis en mesure de vous confirmer que des préparatifs militaires considérables se poursuivent en Turquie en vue d'une importante participation des forces ottomanes à l'offensive germano-bulgare contre Salonique.

Toutes les troupes d'Asie-Mineure, notamment les corps d'armée de Smyrne, d'Aidin et de Broussa, ont été ramenées en Europe depuis trois semaines avec toute leur artillerie, et acheminées vers la Thrace. Elles se concentrent actuellement le long de la frontière bulgare, que certaines de leurs unités auraient déjà franchies, allant vers Xanthi.

AUTOUR DE SALONIQUE

Nos forces évaluées par les Allemands

Amsterdam, 13 janvier. — Selon une dépêche de Sofia au Berliner Tageblatt, on apprend que les forces totales anglo-françaises à Salonique sont de 180.000 hommes de troupes combattantes, les autres appartenant au corps des transports.

Il ne faut pas oublier, ajoute le Berliner Tageblatt, que cette force, en cas d'attaque de Salonique, aura l'appui d'une puissante artillerie et de la flotte anglo-française de la Méditerranée, composée d'au moins quinze à vingt vaisseaux de guerre, et que le débarquement des troupes continue toujours.

Canonnade dans la zone de Doiran

Rome, 13 janvier. — D'Athènes au Giornale d'Italia :

« Lundi, pendant la journée tout entière, un bombardement incessant a eu lieu dans la zone de Doiran, où se trouvent de nombreuses troupes anglaises, placées derrière des lignes de défense admirablement organisées.

« L'attaque des envahisseurs, selon les nouvelles parvenues ici, tendrait à se développer avec une grande envergure, car le commandement allemand fera participer à l'action ses troupes, les Autrichiens, les Bulgares et les Turcs. L'intervention des Turcs était douteuse jusqu'à ces jours derniers, mais elle est maintenant certaine.

On dit que la répartition des troupes qui occuperaient les positions anglo-françaises à Salonique, serait la suivante : à l'ouest, les Allemands avec quartier général et concentration à Monastir ; au centre, les Bulgares répartis le long de la ligne de Guevgueli-Doiran ; à l'est, les Turcs sur la ligne Xanthi-Gumuldjina.

Les Alliés sont en mesure de pouvoir repousser cette attaque.

Les Alliés font sauter les ponts

Athènes, 13 janvier. — Les Français ont fait sauter mercredi, le pont de Demir-Hissar, dont la destruction était considérée, disent les journaux, comme indispensable pour la sécurité des troupes alliées. En effet, l'attaque bulgare-allemande par Demir-Hissar est chose possible.

Les troupes grecques se trouvant en Macédoine orientale opérèrent leur ravitaillement par Cavalla, leurs communications avec Salonique ou les autres parties de la Macédoine étant coupées.

Indépendamment du grand pont de Demir-Hissar, les Alliés ont fait également sauter trois autres ponts plus petits entre Kilindir et Doiran.

MEURTRE POLITIQUE A SOFIA

On mande de Genève que le député stamboulovisse Utschormanski a été tué, lundi dernier, en pleine rue, à Sofia. Le meurtrier s'est suicidé immédiatement ; on ignore son identité. Crime politique, sans aucun doute.

LA SANTE DE GUILLAUME II

Les nouvelles directes manquent absolument. Des spécialistes auraient été appelés, mais c'est de Berne qu'on l'apprend, par la voie de l'Italie. On apprend aussi que personne n'approche l'empereur, hormis l'impératrice, et que des officiers qui l'ont cependant approché disent que le son de sa voix est imperceptible : ces renseignements viennent de Hollande par l'Italie. Donc, rien de précis.

Succès russe près de Czernovitz

Communiqué russe

Pétrograd, 13 janvier. — Front occidental.

— En Galicie, sur le front de la Strypa moyenne, l'ennemi, sous la protection d'une tempête de neige, a tenté à deux reprises de prendre l'offensive dans la région de Dobropolia, mais il a été chaque fois repoussé par notre feu. Dans cette région et dans celle au nord-est de Czernovitz, l'ennemi a été forcé d'évacuer une partie de ses tranchées que nous avons occupées.

Sur la Mer Noire, le 11 janvier, nos torpilleurs ont détruit un sous-marin ennemi. Sur la côte d'Anatolie, nos torpilleurs ont détruit aussi deux voiliers chargés de houille.

ACTION DE LA MARINE RUSSE

Pétrograd, 13 janvier. — On communique, de source autorisée, les indications suivantes :

Parmi les prisonniers capturés sur le vapeur coulé *Carmen*, il a été possible d'appréhender le but de l'envoi, en décembre dernier, de deux canonnières de Constantinople.

Ces canonnières avaient reçu l'ordre d'emmener un sous-marin turc, échoué près du rivage, mais elles ne purent exécuter cet ordre, puisque, comme on le sait, elles furent torpillées par des navires russes, commandés par le capitaine de vaisseau, prince Troubetskoi.

Se basant sur les renseignements reçus, les torpilleurs russes croisent en mer se sont approchés, le 10 janvier, de l'endroit où, suivant les indications des prisonniers, le sous-marin était échoué. Effectivement, ils le découvrirent près de l'embouchure du Melen, après quoi le sous-marin fut complètement détruit par le feu de l'artillerie.

Le même jour, à Melen, des torpilleurs russes ont coulé deux voiliers turcs chargés de charbon : cinq hommes d'équipage de ces navires ont été faits prisonniers.

Tentatives vaines des Autrichiens

Communiqué italien

Rome, 13 janvier. — L'activité de l'artillerie, aidée et complétée par l'action des avions, continue sur tout le front.

Les batteries ennemies ont lancé des projectiles, généralement des obus incendiaires, sur nos positions du Altissimo (entre le lac de Garde et l'Adige) de la vallée de Terragnolo (Adige) et sur le Borgo (Val Sugana). Ces obus n'ont causé aucun dommage.

Notre artillerie a détruit des abris ennemis à l'est du col d'Orogono (Torrent de Cordovolo) et de Visdende (Piave).

Des colonnes de troupes et de ravitaillement en marche dans les vallées du Bodor (Gail) et du Seebach (Gallitz) ont été dispersées par le feu de nos mitrailleuses. Dans le secteur de Javroco (bassin de Plozzo), et à San-Martino del Carso, nous avons repoussé de petites attaques.

Sur le bas Isonzo, l'artillerie ennemie a tiré sur Gradisca, Sagrado et Monfalcone, nos canons ont répondu en bombardant Dovotaki et Oppacchiasola.

Dans la journée du 11 janvier, nous avions lancé des bombes sur des baraques ennemies entre Tiono et Broguzzo, dans la vallée de Giudicaria ; puis ils sont rentrés indemnes dans nos lignes.

LA VIE MATERIELLE EN ALLEMAGNE

Genève, 13 janvier. — Le Berner Tagwacht se dit en mesure d'affirmer, malgré tous les démentis parus dans la presse allemande, que la pénurie des vivres se fait cruellement sentir dans tout l'Empire ; les femmes et les enfants de la classe ouvrière surtout se trouvent dans un dénuement complet. Le blocus anglais exerce une action de plus en plus efficace.

Au cours de la discussion engagée sur la censure à la commission du budget du Parlement, un député libéral dit que la censure ne devrait exister que pour les questions militaires. « C'est une faute, ajoute-t-il, d'avoir interdit de parler des émeutes, car la presse ennemie a eu malgré tout connaissance de ces événements, et de façon exagérée. Pour qu'il y ait interdiction de parler des conditions de paix ? Nos ennemis sauraient que plus la guerre durera plus nos conditions seront dures. »

Il est à remarquer que tout en parlant de l'exagération des récits publiés au dehors, ce député prononce le mot émeute.

COMMUNIQUÉ BELGE

Le duel d'artillerie a perdu de son intensité au cours de la journée du 15 janvier.

COMMUNIQUÉ ANGLAIS

Londres, 13 janvier. — La nuit dernière, nous avons exécuté un raid sur les tranchées ennemies à l'est d'Armentières. Une vingtaine d'Allemands ont été mis hors de combat. Nous avons fait sauter un emplacement de mitrailleuses dans leurs lignes. Notre détachement est ensuite rentré dans ses tranchées en ramenant deux prisonniers.

Aujourd'hui, activité d'artillerie de part et d'autre vers Vermelles, Wielje et Pilkem.

BELGES CONDAMNÉS

Amsterdam, 12 janvier. — On mande de Liège à l'Echo Belge que deux sœurs nommées Rahier et leur oncle ont été récemment condamnées par les autorités allemandes, la sœur aînée à mort, l'autre sœur et son oncle à quinze ans de travaux forcés pour avoir aidé de jeunes Belges à rejoindre l'armée.

ATTENTAT POLITIQUE AU JAPON

Tokio, 13 janvier. — Un individu a jeté deux bombes sur l'automobile du comte Okuma, président du conseil, qui n'a pas été atteint.

Ménées allemandes aux États-Unis

Encore une explosion

New-York, 12 janvier. — On mande de Wilmington qu'une cinquième explosion s'est produite hier dans la fabrique de poudre Dupont. Il y a eu des dégâts, mais personne n'a été tué.

Les bandits mexicains

New-York, 12 janvier. — On mande d'El Paso :

M. Thomas B. Holes, le seul Américain qui ait pu échapper aux bandits mexicains, est arrivé à El-Paso. Il confirme le récit du crime. Les bandits, au nombre de deux cents, ordonnèrent aux Américains de quitter le train, les alignèrent à côté et les contraignirent à se déshabiller.

Prévoyant ce qui arriverait, M. Holmes s'enfuit à travers la campagne, accompagné de trois autres voyageurs, qui furent poursuivis et tués à coups de fusil. M. Holmes put échapper aux balles, se procura un mulet et réussit à quitter le pays.

M. Lansing secrétaire d'Etat, a télégraphié au général Carranza, lui demandant une prompt punition des bandits qui ont fusillé dix-sept Américains.

A la séance du Sénat, une violente émotion s'est manifestée au sujet de ce crime et l'on a posé la question de savoir s'il n'y avait pas lieu de renoncer à la politique de longanimité vis-à-vis du Mexique.

OUVERTURE DE LA DIÈTE DE PRUSSE

Berne, 13 janvier. — Aujourd'hui, ouverture solennelle de la Diète de Prusse par le président du Conseil Bethmann-Hollweg représentant le roi, et qui dit :

« Sa Majesté m'a chargé d'ouvrir la Diète de la Monarchie et de vous souhaiter la bienvenue en son nom.

« Pendant que vous vous réunissez ici pour vos travaux la lutte sanglante se poursuit au loin sur les champs de bataille.

« De même que nos ennemis nous ont imposé la guerre, de même ils portent la responsabilité de ce que les peuples d'Europe continuent à se déchirer : la Providence met notre peuple en face d'une dure épreuve ; elle exige de grands sacrifices et ces grands sacrifices sont consentis. »

M. de Bethmann-Hollweg glorifie ensuite les armées allemandes, la situation économique et la situation financière de l'Empire et de l'Etat prussien, soutien principal de l'Empire.

Le Montenegro victime des fautes d'autrui

Les appréciations de la presse anglaise et de la presse italienne concordent généralement : la prise du Lovcen, prélude de l'occupation du Montenegro, restera sans influence décisive sur le sort de la guerre, mais cet épisode douloureux pouvait nous être épargné, et personne ne conçoit que le nécessaire n'ait pas été fait à temps pour sauver cette position et ce peuple allié ; la faute est commune à tous, et la responsabilité de l'Italie n'est certainement pas la moindre.

Le Daily Chronicle :

« Il a été généralement reconnu que Cattaro, qui est considéré comme impenable du côté de la mer, n'est vulnérable que du côté de la terre, c'est-à-dire du mont Lovcen.

« C'est l'Italie, naturellement, qui était le plus vivement intéressée à l'importance stratégique de cette position. »

L'Idea Nazionale juge que l'existence du Montenegro est compromise par la prise du Mont Lovcen ; elle formule l'espoir que, dorénavant, corresponde à l'offensive ennemie une offensive égale de la Quadruple Entente.

Le Corriere della Sera fait également la critique de l'imprévoyance des puissances de la Quadruple-Entente :

« Les gouvernements de la Quadruple-Entente, dit-il, entre leurs mains la liberté, l'indépendance et la fortune des nations alliées.

« Les erreurs du passé peuvent être en partie réparées à la seule condition que la Quadruple-Entente, soit dans l'action, soit dans les méthodes, soit dans les moyens, devienne tout autre qu'elle n'a été jusqu'ici. »

Quant aux effets de la perte du Lovcen, tous les journaux italiens les apprécient comme il suit :

La retraite des troupes monténégrines fait du système défensif de Cattaro une base inviolable et la situation stratégique de l'Autriche-Hongrie, sur la côte orientale de l'Adriatique, est certainement plus forte, aujourd'hui qu'elle est libérée de la menace permanente qu'étaient les canons du mont Lovcen pour la flotte austro-hongroise embouteillée à Cattaro.

A CORFOU

Londres, 13 janvier. — On mande d'Athènes que les premières nouvelles adressées de Corfou au gouvernement grec lui sont parvenues le 10 au matin.

Ces dépêches annonçaient que des vaisseaux de nationalité inconnue croisaient le long de la côte orientale de l'île Santi-Quaranta à l'extrême pointe méridionale.

A trois heures du matin, un autre vaisseau de guerre arriva et jeta l'ancre, tandis qu'un deuxième navire croissait au large.

Peu après, le débarquement des troupes dans l'île de Corfou commençait.

Un autre débarquement eut lieu plus bas. Entre temps, les ministres de la Quadruple-Entente avaient notifié au gouvernement grec le projet de débarquement à Corfou.

La neutralité suisse

Deux colonels espions de l'Allemagne ?

Genève, 13 janvier. — Les journaux annoncent qu'un groupe de citoyens romands, appartenant aux corps législatifs cantonaux, auraient déposé entre les mains du président de la Confédération une plainte formelle en haute trahison contre deux officiers supérieurs de l'armée suisse. L'enquête sur cette affaire n'est pas encore terminée.

On peut rapprocher de cette nouvelle l'information suivante du Démocrate :

« Le bruit circule en ce moment à Berne que les colonels Egli et Maurice de Wattenwyl auraient brusquement quitté l'état-major général. »

La Berner Tagwacht dit qu'il est question de graves incorrections : les colonels Egli et de Wattenwyl passent pour avoir des sentiments germanophiles.

Expulsion d'un journaliste italien désagréable à l'Autriche

Genève, 13 janvier. — Le conseil fédéral a expulsé de Suisse le journaliste italien Caburi, représentant du Corriere della Sera et du Giornale d'Italia, qui habitait Zurich. Le conseil a pris cette décision à la suite des nouvelles répandues par ce journaliste à l'occasion de son interrogatoire par le commandant de la place de Zurich.

[M. Caburi, journaliste de grand mérite, avait publié dans le Giornale d'Italia une information empruntée à l'Arbeiter Zeitung de Vienne qui annonçait que trente exécutions capitales avaient eu lieu le 18 août, fête de l'empereur d'Autriche. M. Caburi avait fait remarquer que ces trente exécutions constituaient une singulière façon de célébrer la fête de l'empereur, et comme une quantité considérable de décorations avaient été distribuées ce jour-là, il demandait pourquoi l'empereur oubliât le personnage le plus utile à la Couronne : le bourreau. C'est alors que commencèrent les tracasseries policières qui aboutissent à son expulsion de Suisse.]

La conscription est votée

Le vote de la Chambre des Communes a confirmé pleinement les estimations émises avant la séance. Nous avions évalué le nombre des opposants à cinquante au plus ; il ne s'en est trouvé que 39 contre 431, c'est-à-dire à peine un onzième des membres de l'assemblée.

Les travailleurs adversaires de la loi annoncent leur intention de continuer à la combattre. Jusqu'où iront-ils ? Peut-on espérer que le patriotisme tiendra leur hostilité dans les limites qu'elle ne saurait franchir sans devenir crime et trahison ? Oui.

Ainsi, les délégués des fédérations de mineurs du Pays de Galles se sont réunis mercredi à Cardiff. Par 162 voix contre 82, ils ont pris position contre la conscription. Mais, à la question de savoir s'il convenait de répondre à son adoption par la grève générale, il a été répondu négativement par 129 voix contre 109. Il est vrai que cette réponse n'est pas un refus de principe, car l'assemblée estime qu'il importe de conférer d'abord avec tous les mineurs du Royaume-Uni. Mais sa décision manifeste clairement sa répugnance pour les moyens extrêmes.

LA POPULATION DE BERLIN

Suivant les journaux allemands, la population de Berlin, qui était de 2.095.030 habitants en 1912, était de 1.837.169 au 31 décembre 1915.

Nos ciseaux

La conscription et les Travailleurs

Du Temps :

L'opposition ouvrière, tout en continuant à réserver le fond du problème, s'atténue dans la forme, et les déclarations de M. Asquith paraissent de nature à la réduire encore. Pour écarter tout malentendu, le premier ministre britannique a affirmé que la loi ne servirait ni à introduire la conscription générale ni à établir la contrainte dans l'industrie. Les principales objections des organisations ouvrières sont ainsi levées. On peut donc espérer que l'application de la loi ne se heurtera pas dans le pays à l'hostilité des trade-unions et que les masses ouvrières organisées feront, comme le reste de la nation, céder leur répugnance contre le principe de l'obligation militaire aux nécessités d'une lutte de vie ou de mort exigeant un sacrifice total et une contribution sans réserve de toutes les ressources du pays. L'énergie de la nation britannique, qui croit avec la résistance, s'affirmera ainsi une fois de plus, et l'on peut envisager sans inquiétude l'exécution méthodique des mesures qui donneront à l'Angleterre le quatrième million d'hommes et des armes et des munitions en quantités suffisantes pour pouvoir même contribuer aux besoins des Alliés.

L'espionnage en Suisse

De la Gazette de Lausanne :

Le tribunal militaire de Zurich a condamné un agent allemand d'espionnage qui avait déployé en Suisse une activité particulièrement intense. Après avoir servi sur le front occidental, il fut versé dans le service des renseignements avec la mission spéciale de recruter des espions de langue française. Il vint en Suisse à plusieurs reprises, pour la première fois au milieu de mars, et entra en relations avec un individu parlant plusieurs langues, mais taré et sans moyens d'existence. Ce personnage devait servir tout d'abord d'agent recruteur, puis il devait espion lui-même et partir pour l'Allemagne pour se faire instruire dans son métier et toucher 500 francs pour se rendre en France. Il fit effectivement à Zurich des préparatifs de départ, se procura un passe-

port et une représentation commerciale, mais il ne poussa pas la chose plus loin.

Un second candidat, un commerçant qui avait connu des jours meilleurs et qui se trouvait lui aussi sans moyens d'existence se fit remettre une somme de 400 francs en Allemagne, puis, de retour en Suisse, se procura un passeport ; mais lorsqu'il s'agit de se mettre au travail, il invoqua toutes sortes d'échappatoires, réclamant de nouvelles sommes d'argent.

De même que l'agent étranger, ses deux acolytes ont été condamnés par le tribunal en vertu d'une jurisprudence qui veut que le délit d'espionnage soit constitué déjà par l'organisation d'un service de renseignements en territoire suisse.

Un troisième agent, recruté par le même personnage, était un certain Rodolphe Niederer, de Zurich, qui avait été antérieurement service hollandais de renseignements. Ce lui-là a été, comme on se souvient, condamné à mort par la justice militaire française. Les actes du procès de Zurich contiennent une longue déposition où Niederer fait des aveux très complets et des déclarations fort importantes pour les autorités militaires françaises.

Du même journal :

On se souvient que, quelques mois après le commencement de la guerre, l'Alsacien Reiser avait été condamné par le tribunal de Bâle, en vertu de la loi fédérale sur les matières explosives, à trois ans de réclusion pour avoir déposé dans une cave de Bâle des bombes destinées à faire sauter des ponts de chemin de fer allemands. Suivant la Gazette de Thurgovie, Reiser, appuyé par son défenseur, a adressé une demande en grâce au Conseil fédéral. A cette demande est jointe une lettre par laquelle le capitaine français avec lequel Reiser a été en relation le recommande aussi à la mansuétude des autorités fédérales ; cette affaire sera tranchée en dernier ressort par l'assemblée fédérale.

Les bons communaux et les réfugiés

Par une question écrite, remise à la présidence du Sénat, M. Herriot, sénateur, a demandé au ministre des finances comment les réfugiés peuvent utiliser les bons communaux émis par les villes de leurs régions envahies. La question est opportune et nous serons heureux de connaître la réponse que fera M. Ribot, pour pouvoir renseigner, à notre tour, les intéressés. Car il nous est venu de différents côtés que les malheureux réfugiés, qui ne trouvent pas tous jours, de la part des fonctionnaires chargés de les recevoir à leur rentrée en France, l'accueil empreint de sympathie qu'ils auraient droit, se trouvent, de plus, indigne exploités, précisément à propos de ces bons communaux. Beaucoup d'entre eux ne possèdent pas d'autre numéraire, et c'est comme s'ils n'avaient rien, puisque, dès qu'ils sont en territoire français, aucun commerçant n'accepte lesdits bons. Et alors intervention de louches mercantis qui offrent de faire le change, mais à des conditions léonines. Pour 50 francs de bons, ils offrent 20 francs, et les réfugiés acceptent, ne sachant à qui s'adresser.

Il serait urgent de faire cesser pareil scandale.

Mort du patriarche d'Antioche

Un télégramme annonce la mort de Mgr Cyrille VIII Gêhâ, patriarche grec melkite catholique d'Antioche, d'Alexandrie, de Jérusalem et de tout l'Orient commandeur de la Légion d'honneur, décédé à Alexandrie (Egypte).

La musique des grenadiers guards à Paris

Une matinée de gala sera donnée, le 20 janvier, au Gaumont-Palace, sous le patronage de lord Bertie de Thame, ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris. Le produit sera versé par les soins de la Croix-Rouge française à l'hôpital de Salonique.

Le clou de cette matinée sera la présentation au public de la célèbre musique des « grenadiers guards », qui sera de passage à cette date, revenant du front nord.

La surabondance des matières nous oblige à retarder d'un jour la suite de notre roman :

LA POILUE

COURRIER DES THÉÂTRES

Ce soir :

Comédie-Française, 7 h. 45, *le Dédale* ; Odéon, 7 h. 30, *l'Assommoir*.

Gaité, 8 h. 30, *Vous n'avez rien à déclarer ?* ; théâtre Antoine, 8 h. 15, *La Belle Aventure* ; Apollo, 8 h. 15, *La Cocarde de Mimi Pinson* ; Renaissance, 8 h. 30, *La puce à l'oreille* ; Palais-Royal, 8 h. 30, *Le Poilu* ; Hortense a dit j'en jure ; Bouffes-Parisiens, 8 h. 15, *Kit* ; Variétés, 8 h. 30, *Mademoiselle Josette ma femme* ; théâtre Réjane, 8 h. 30, *Madame Sans-Gêne* ; Gymnase, 8 h. 45, *les Deux Vestales* ; Capucines, 8 h. 15, *En franchise*, *Oh ! Pardon* ; Vaudeville, 8 h. 15, *Cabiria* ; Cluny, 8 h. 30, *les Femmes collantes* ; Déjazet, 8 h. 45, *les Fiancés de Rosalie* ; Grand-Guignol, 8 h. 45, *le Mystère de la Main noire* ; Folies-Bergère, 8 h. 30, *Jusqu'au bout* ; Scala, 8 h. 30, *Taisez-vous, méfiez-vous !* ; Cigale, 8 h. 30, *La Perle de Séville* ; Olympia, 8 h. 30, *Pierrot's Christmas* ; Concert Mayol, 8 h. 30, *Madame Bou-Dou Ba-Da Bouh !* ; Alhambra, 8 heures 30, attractions ; Eldorado, 8 h. 15, *Ponchu, roi des dentistes* ; Ba-Ta-Clan, 8 h. 30, *Un Bouchon* ; Gaité-Rochecourt, 8 h. 30, *C'est Mimi* ; Nouveau-Cirque, 8 h. 30, *Antonio Torador* ; aux Quat'Z'Arts, *La Marche à l'Étoile* ; au Moulin de la Chanson, à la Pie qui Chante, à la Chaumière et au Cabig, à 8 h. 45, revues et chansonniers.

Le gérant : ANTOINE KLEYNTIENS.

Soc. Anon. des Imp. WELHOFF et ROCHÉ, 16-18, rue Notre-Dame-des-Victoires, Paris. E. ANCEAU, directeur.